

Recherches sociographiques



Roger BERNARD, *De Québécois à Ontarois : la communauté franco-ontarienne*

Pierre Savard

Volume 31, Number 2, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056525ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056525ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Savard, P. (1990). Review of [Roger BERNARD, *De Québécois à Ontarois : la communauté franco-ontarienne*]. *Recherches sociographiques*, 31(2), 271–273. <https://doi.org/10.7202/056525ar>

En conclusion, il faut bien admettre que la tenue de ces colloques est le seul moyen connu présentement pour faciliter les rapprochements entre autochtones et représentants du *statu quo*. Les institutions ne sont donc pas à blâmer. Ma critique ne visait en fait qu'à signaler les mécanismes sous-jacents à de tels événements.

Les attitudes culturelles sont tenaces, difficiles à modifier. Pourtant, bien plus que les institutions ou les mécanismes économiques et industriels, ce sont elles qui doivent évoluer. C'est ainsi que sur un plan distinct perce un autre dialogue de sourds : cette fois-ci entre les mandataires du *statu quo* et tous ceux qui, comme le président d'honneur, Louis-Edmond HAMELIN, semblent avoir fait la synthèse de ces questions complexes et se situent à quelques années-lumières en avant du commun des mortels. Si, comme Hamelin le mentionne, les « Sudistes ont encore à apprendre beaucoup du Nord, par le Nord lui-même et par la réflexion personnelle » (p. 6), combien de temps mettront-ils à comprendre l'analogie entre le fait que c'est « de l'intérieur que l'Inuit construit son igloo, mais avec une assistance de l'extérieur » (*Ibid.*) et le développement socio-économique de la civilisation humaine ?

Christine TREMBLAY

Département de géographie,
Université McGill.

Roger BERNARD, *De Québécois à Ontariens : la communauté franco-ontarienne*, Hearst (Ontario), Le Nordir, 1988, 185 p.

Depuis bientôt un quart de siècle, la communauté franco-ontarienne fait l'objet de la sollicitude des politiciens et des chercheurs. Les premiers ne ratent pas l'occasion d'utiliser ce groupe de langue officielle pour montrer leur ouverture d'esprit et dispenser à l'occasion leurs largesses, c'est-à-dire celles de l'État. Ils se servent aussi allègrement de cette minorité. Ainsi, le fédéral l'a-t-il cajolée dans la foulée de la commission Laurendeau-Dunton. Le provincial, ne voulant pas être en reste et cédant à des récriminations cinquantennaires, a accepté en 1967 de financer des écoles secondaires entièrement francophones pourvu qu'elles soient non confessionnelles. Même le gouvernement québécois a redécouvert, au temps du Parti québécois, que les Franco-Ontariens constituaient un pion de choix dans les luttes fédérales-provinciales... Vingt ou dix ans plus tard, les leaders de la minorité franco-canadienne la plus considérable continuent de louvoyer entre les politiciens et les bureaucrates pendant que chacun de ses membres négocie péniblement, chaque jour, son identité culturelle et ses « droits » linguistiques.

Le développement de la recherche et les subventions aidant, les chercheurs ont découvert à leur tour l'Ontario français. Certes, il y eut des analyses de la réalité franco-ontarienne, mais le plus souvent faites avec des moyens de fortune et dans un style patriotard qui n'est plus à la mode chez les « Ontariens » modernes.

Dans l'élan de la commission Laurendeau-Dunton, qui livra les fruits de ses observations sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada, parurent une série d'études

révélant la condition franco-ontarienne avec plus de rigueur: le rapport Saint-Denis (1969) sur la culture et la société, suivi du rapport (1977) du Groupe d'études sur les arts, présidé par le soussigné; l'étude socio-économique de Allaire et Toulouse (1973); le livre percutant de Richard J. Joy (1972) sur la «ceinture bilingue» et les multiples analyses démolinguistiques de Charles Castonguay comme autant de réponses à l'«optimisme» du premier; les travaux des sociologues René Guindon, Roger Bernard, Donald Dennie, Danielle Juteau et Thomas R. Maxwell (souvent dans le sillage des aînés, tels que G. Frank Vallée, Raymond Breton ou S. D. Clark); et, enfin, les études des pédagogues Lionel Desjarlais et Louis-Gabriel Bordeleau, de même que celles de leurs collègues de l'Ontario Institute for Studies in Education de Toronto. Plus récemment les travaux des historiens Robert Choquette, Gaétan Gervais, Gaétan Vallières, Jacques Grimard et Chad Gaffield ont tous contribué à renouveler et à faire progresser de façon spectaculaire la connaissance d'une réalité en mouvement rapide, et dont le passé a été trop souvent réduit aux querelles autour de l'école. Ce champ d'étude est devenu respectable au point que l'historien Fernand Ouellet présentait dernièrement un article neuf sur les Franco-Ontariens d'hier. Ajoutons qu'il ne faut pas négliger les ouvrages de combat de la Fédération des francophones hors Québec, comme *Les héritiers de lord Durham* (1977, 2 vol.), remplis de données utiles, ni les enquêtes gouvernementales à diffusion restreinte. On peut suivre la progression de ce courant dans les actes du colloque que j'ai organisé au Centre de recherches en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa en 1974 (*Situation de la recherche sur la vie française en Ontario*) et ceux du symposium sous les auspices de la Multicultural History of Ontario (*The Québec and Acadian Diaspora in North America*). La *Revue du Nouvel Ontario* publiée à Sudbury est devenue le carrefour des études actuelles sur les Franco-Ontariens.

Depuis quelque temps, se faisait sentir le besoin d'une synthèse qui intégrerait le meilleur de tant d'études diverses, préparées suivant des optiques variées et parfois contradictoires. La journaliste Sheila McLeod-Arnopoulos avait donné en 1982 un livre intitulé: *Hors du Québec, point de salut?*, plein de témoignages oraux précieux et riche en perspectives, mais il demeure un reportage sur le vif plus qu'une analyse en profondeur.

L'ouvrage de Roger Bernard arrive donc à son heure. Il constitue l'introduction la plus appropriée à une société dont les contours sont fuyants, mais la réalité, bien concrète. Formé aux meilleures méthodes de la sociologie des communautés culturelles, l'auteur possède en plus une expérience irremplaçable du Nord ontarien où il a grandi et où il poursuit sa carrière universitaire depuis 1972. Le lecteur saura apprécier ce travail plein de nuances et de science, fruit d'une longue réflexion. Il en sortira peut-être avec plus de questions que de réponses, mais n'est-ce pas un bel hommage à un auteur qui ne cède pas à la facilité de notre monde de slogans et de propagande simplificatrice?

D'emblée, Bernard rompt avec le dogme sous-jacent au discours sur les francophones nord-américains de toutes régions, soit celui de la «génétique culturelle» ou d'une sorte de donné reçu en naissant. Pour lui, l'identité du groupe est une construction continue fondée avant tout sur la conscience ou le sentiment d'appartenance. Le noyau dur de la «société distincte» ontarienne-française ne se confond pas non plus avec ses institutions. On rappelle aussi avec à-propos que cette identité est tissée de contradictions. Il insiste sur la nécessité d'une «franco-ontarianité» quotidienne et consciente, pierre de touche de l'identité, plus que le recours rassurant à des structures qui risquent de devenir des coquilles vides.

L'étude s'appuie sur de riches analyses des migrations, des niveaux d'éducation et de revenu, de la structure des occupations, de l'urbanisation, des transferts linguistiques et de

l'assimilation culturelle. Le chercheur et le lecteur sérieux se délecteront des quarante tableaux en annexe, qui épargneront au surplus bien des dépouillements longs et fastidieux.

Permettons-nous, en terminant, quelques observations. D'abord, le titre reste ambigu et ne rend pas justice au contenu. Les Franco-Ontariens n'ont jamais été québécois au sens actuel. Soulignons que l'auteur se garde bien de donner dans la mode équivoque du vocable «Ontarois» pour désigner le Franco-Ontarien libéré et moderne d'après 1990...

Cet ouvrage nous fait aussi penser qu'on écrit toujours sur l'Ontario français à partir de quelque part. On pourrait soutenir la thèse qu'il y a *des* Ontario français : l'Est rural ; Ottawa, ville traditionnellement de petits fonctionnaires, d'ouvriers et de personnel de services ; le Nouvel Ontario, mélange de manuels, de forestiers et de ruraux chers aux folkloristes comme le père Lemieux ; le «Grand Nord» d'où vient l'auteur (non sans analogie avec le Nord-Ouest québécois) ; le Sud, formé de poches dispersées de francophones depuis les ruraux installés auprès du fort du Détroit en 1701 jusqu'aux cols blancs venus directement de Montréal à Toronto, sans oublier les travailleurs de l'auto d'Oshawa également de souche québécoise. On sent que l'auteur est le plus à son aise dans le «Grand Nord» ; son point de vue de l'Ontario français s'en ressent. Point de vue qui, d'ailleurs, vaut bien celui des analystes froids et abstraits d'Ottawa ou celui des récents discours irréalistes qui voient l'avenir du «peuple franco-ontarien» à Toronto !

Quant à la conclusion courageuse, à savoir que les institutions propres sont une condition «nécessaire mais non suffisante» pour constituer un groupe, elle s'avère tonique après des années de battage autour de tant de groupements qui tous se prétendent le dernier bastion de la race. Roger Bernard aurait pu critiquer aussi un certain discours sur la langue trop éloigné de la culture. À quoi bon parler français dans une société atomisée où on n'a rien à se dire ? Lucides enfin sont ses pages sur les illusions du salut des Franco-Ontariens par le bilinguisme institutionnel. Refermé le livre appelé à devenir un ouvrage de base sur l'Ontario français, on garde un goût de cendre et une pointe de nostalgie pour tous ces «majoritaires dans leurs villages» devenus «minoritaires en ville».

Pierre SAVARD

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*

Serge LAURIN, *Histoire des Laurentides*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 892 p. (Collection «Les régions du Québec», 3.)

On sait ce qu'il en coûte parfois de se lancer dans une monographie régionale. Celle de Serge Laurin sur les Laurentides aura mis huit ans avant d'être complétée. Préfacée par Fernand Harvey, directeur du chantier sur les histoires régionales, elle a bénéficié de plusieurs collaborations dont celles du cégep de Saint-Jérôme, principal collaborateur de l'Institut québécois de recherche sur la culture dans ce projet, et celles des sociétés historiques locales et régionale. Le résultat est impressionnant. L'ouvrage est riche, bien documenté, bien écrit et abondamment illustré, ce qui en fait une œuvre stimulante, agréable à lire et pleine de renseignements divers sur l'histoire de la région et de ses habitants.